

501

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/OBS.7/4
25 février 1953
ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Section</u> :	<u>Page</u>
1. Pétition de M. A. K. Hanoo (T/PET.7/321)	2
2. Pétition du Chef Kedjeanyi Efon (T/PET.7/322)	2
3. Pétition du chef des autochtones du village Agnagan (T/PET.7/323)	2
4. Pétition du Président des représentants de la Collectivité de Bé (T/PET.7/324)	3

1. Pétition de M. A.K. HANOO (T/PET.7/321)

Il est à noter tout d'abord que jusqu'en 1949, aucun membre de la famille HANOO n'avait tenté de prouver que le terrain dont il est question dans la lettre avait appartenu jadis à feu HANOO et n'avait jugé bon de réclamer la remise gracieuse de ce terrain aux descendants de ce dernier.

Le 21 février 1949, la famille HANOO s'est rendue adjudicataire du lot N°11 du lotissement d'AHANOUKOPE, pour le prix principal de 307.000 francs, auquel s'ajoutent les droits d'enregistrement d'un montant de 29.000 francs.

La famille HANOO a acquitté les droits d'enregistrement, mais n'a cessé de réclamer la remise gracieuse du prix principal, depuis que ce terrain lui a été adjugé. Cette remise gracieuse ne pourrait être envisagée que si les faits mentionnés par la famille HANOO, et notamment la possession du terrain par feu HANOO, s'avérait exacts.

Il appartient à la famille HANOO d'apporter, sur ce point, les preuves sans lesquelles il n'est pas possible de donner suite à sa requête.

2. Pétition du Chef KEDJEANYI EFON (T/PET.7/322)

L'auteur de cette pétition a, de bonne ou de mauvaise foi, imaginé de toutes pièces des faits qui sont exactement le contraire de la réalité.

En effet, le procès-verbal qu'il mentionne délimite précisément un terrain que la Commission de classement des forêts avait décidé de réserver à l'intéressé. M. KEDJEANYI EFON, loin d'avoir été victime d'une brimade, a au contraire été bénéficiaire d'une faveur exceptionnelle de l'Administration qui lui a réservé un terrain planté en palmiers, dans une forêt classée. C'est cette enclave qui est délimitée par le procès-verbal de 1945.

Il est donc pour le moins curieux de voir l'auteur de cette lettre protester contre un avantage qui lui a été accordé.

3. Pétition du chef des autochtones du village Agnagan (T/PET.7/323)

La chasse des éléphants est réglementée au Togo par un Décret du 18 novembre 1947 applicable à tous les territoires français d'Afrique Noire.

Aux termes de cette réglementation, seuls les possesseurs de permis de moyenne ou grande chasse ont le droit d'abattre de un à quatre éléphants par an, suivant le permis, et de conserver les pointes, celles-ci devant être estampillées et faire l'objet d'un certificat d'origine au préalable.

Les cas ci-dessus exceptés, le Décret de 1947 interdit rigoureusement l'abattage des éléphants, ceci dans le but de sauvegarder une espèce qui se raréfie de plus en plus en Afrique. Les pointes trouvées doivent être remises à l'Administration, qui verse au déposant une prime égale au tiers de la valeur mercuriale des pointes découvertes.

Toutefois, et tels sont les cas mentionnés dans la lettre de M. LODONOU, le Chef du Territoire peut autoriser exceptionnellement l'abattage d'éléphants par des chasseurs ne possédant pas les permis normalement exigés, quand certains animaux sont nuisibles pour les plantations ou dangereux pour la population. La chair des bêtes abattues est laissée aux chasseurs, mais ceux-ci doivent déposer les pointes à l'Administration, contre remise de la prime mentionnée plus haut.

Quoi qu'il en soit, les chasseurs qui désirent abattre régulièrement des éléphants et vendre les pointes à leur bénéfice ont toujours la possibilité de prendre un permis de chasse qui leur en donne l'autorisation.

4. Pétition du Président des représentants de la Collectivité de Bé
(T/PET.7/324)

1°) Concernant le droit de propriété de la firme WALBRECHT :

Ce droit est indiscutable et n'est susceptible d'aucun recours. La firme allemande n'était pas seulement propriétaire de la cocoteraie mais aussi du sol -

a) ce droit de propriété a été inscrit au GRUNDBUCH, au nom de la firme "OTTO WALBRECHT" partie en 1909, 1912, le reste en 1914 -

b) l'administrateur-sequestre a pris toutes mesures légales pour faire immatriculer le terrain en cause, au Livre foncier français, au nom de la firme "WALBRECHT"

- affichage réglementaire au Greffe du Tribunal Civil de Lomé du placard de publicité le 8 mars 1924; cette date marque le point de départ du délai de 3 mois durant lesquels les oppositions à immatriculation pouvaient se manifester;
- aucune opposition à cette immatriculation ne fut faite au cours de ces 3 mois;
- en conséquence, le 10 juin 1924 le droit de propriété de la firme WALBRECHT devenait inattaquable.

20) Concernant le droit de propriété de M. Augustino de SOUZA :

Ce droit ne semble pas non plus discutable.

a) L'adjudication a été régulièrement faite;

b) La mutation sur le Livre foncier au nom de M. de SOUZA a été effectuée légalement, après l'adjudication.

30) Concernant le rôle de l'Administration française :

Il semble que les collectivités de Bé aient confondu "administrateur-sequestre" et "administration française".

L'Administration française n'a jamais eu en propriété la concession de Bé.

L'Administrateur-sequestre n'a fait que tenir, en l'occurrence, le rôle d'un simple particulier chargé de vendre le terrain par adjudication.

40) Possibilité de recours des collectivités de Bé

a) Il ressort de ce qui précède qu'aucun recours n'est possible, de la part des collectivités de Bé, tendant à faire reconnaître un droit quelconque de ces collectivités sur les terrains en cause;

b) Toutefois, il appartient à la collectivité de Bé, de réclamer, devant la Justice civile, des dommages à M. de SOUZA, dans le cas où elle pourrait prouver que l'acquisition du terrain de Bé par M. de SOUZA lui a causé quelque dommage.
